

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 21/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PEIXOTO

290 Rue du Tuquet II
40150 Angresse

Références : -
Code AIOT : 0003107183

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2025 dans l'établissement PEIXOTO implanté Zone d'activités Atlantisud 40230 Saint-Geours-de-Maremne. L'inspection a été annoncée le 20/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PEIXOTO
- Zone d'activités Atlantisud 40230 Saint-Geours-de-Maremne
- Code AIOT : 0003107183
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise SARL PEIXOTO exploite, sur la commune de Saint-Geours-de-Maremne, une plateforme de traitement et de valorisation de déchets non dangereux au titre des ICPE (2515-1 AM 26/11/2012 et 2517-1 AM 10/12/2013) sous couvert de l'arrêté préfectoral d'exploitation DCPPPAT-BAE n° 2023-679 du 1^{er} décembre 2023.

Le projet est situé sur la parcelle n°115 de la section cadastrale AR de la commune de Saint-Geours-de-Maremne.

D'une superficie de 28 810 m², le terrain est isolé et entouré de friches et de bois.

Il n'est pas situé à proximité de zones d'habitation (> 2 km du site). De plus, aucun établissement sensible (école, crèche, hôpital, EHPAD...) n'est recensé dans les environs du projet.

À proximité du site d'implantation, se trouvent les activités artisanales et industrielles de la zone d'activité Atlantisud.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 12/11/2012, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est attendu de l'exploitant qu'il poursuive l'exécution des travaux conformément aux spécifications du projet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/11/2012, article 3
Thème(s) : Autre, Installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.</p> <p>L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il est constaté que le projet progresse activement. Les travaux de terrassement sont achevés sur l'intégralité du terrain. Des merlons (buttes de protection) ont été installés en bordures Sud et Est du site. Le bâtiment principal est actuellement en cours d'aménagement intérieur.</p> <p>Cependant, les zones de circulation, les surfaces destinées à être revêtues d'enrobé, ainsi que le réseau de gestion des eaux, ne sont pas encore aménagés.</p> <p>L'équipement lourd avance également : le pont-bascule est déjà implanté. D'ici la fin de l'année, le grillage de clôture et le portail d'entrée seront posés.</p> <p>L'exploitant poursuit l'aménagement et prévoit d'être opérationnel pour la partie broyage et concassage d'ici le début de l'année 2026.</p> <p>L'installation de traitement par voie humide sera mise en place dans un second temps. Une réunion est prévue début décembre avec son associé afin de finaliser la définition et la commande de la plateforme de traitement par voie humide (criblage, nettoyage et lessivage..).</p>

Compte tenu du délai de livraison du matériel estimé à environ un an, l'exploitant a anticipé le planning en prévoyant le démarrage des livraisons de matériaux issus des chantiers dès le début de l'année 2026. Cette mesure a pour objectif de disposer de la matière première nécessaire. En attendant la finalisation de la plateforme, des campagnes de concassage seront organisées pour traiter ces matériaux.

Type de suites proposées : Sans suite